

Bamako, Mali
3 Mars 2025

Communiqué de presse

La majorité des Maliens appellent les autorités à renforcer la protection des filles et femmes contre la discrimination et le harcèlement

Au Mali, la plupart des citoyens pensent qu'il est probable que les femmes et les filles qui se plaignent de discrimination ou de harcèlement soient crues, selon les résultats de l'enquête Afrobarometer.

Malgré cette perception encourageante, des défis persistent. Nombreux citoyens perçoivent comme étant fréquents les cas de discrimination et de harcèlement envers les femmes et les filles de leur communauté.

Pour y remédier, la majorité des citoyens veulent que la police et les tribunaux renforcent leurs actions dans la protection des droits des femmes.

Résultats clés

- Six Maliens sur 10 (60%) pensent qu'il est probable que les femmes et les filles qui se plaignent de discrimination ou de harcèlement sexuel soient crues dans leur communauté (Figure 1).
- Près de quatre citoyens sur 10 (36%) affirment que les femmes sont « souvent » ou « toujours » empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi rémunéré. Environ un quart des répondants rapportent que « souvent » ou « toujours » les femmes sont victimes de harcèlement sexuel dans les espaces publics (28%), que les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants (26%), et que les filles sont privées de scolarisation au profit des garçons (24%) (Figure 2).
- Environ trois quarts (72%) des répondants estiment que la police et les tribunaux doivent faire plus pour protéger les femmes et les filles contre la discrimination et le harcèlement (Figure 3).

Enquêtes Afrobarometer

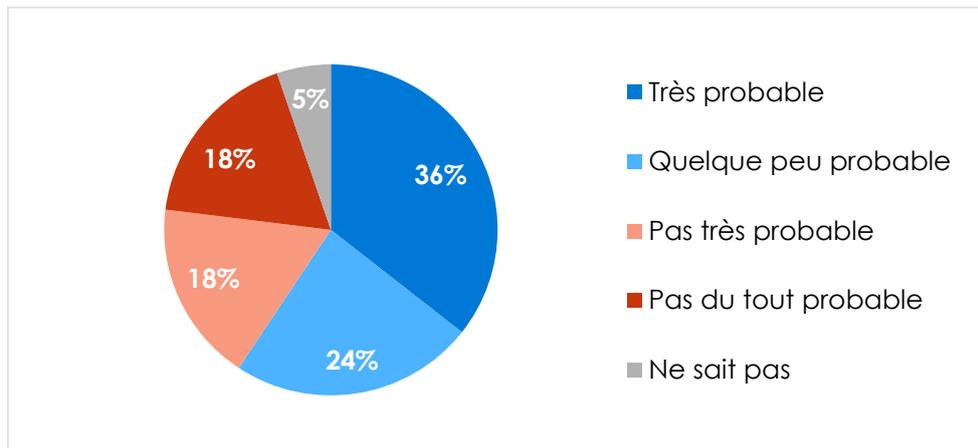
Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes citoyens maliens en décembre 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des

enquêtes ont été précédemment réalisées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014, 2017, 2020 et 2022.

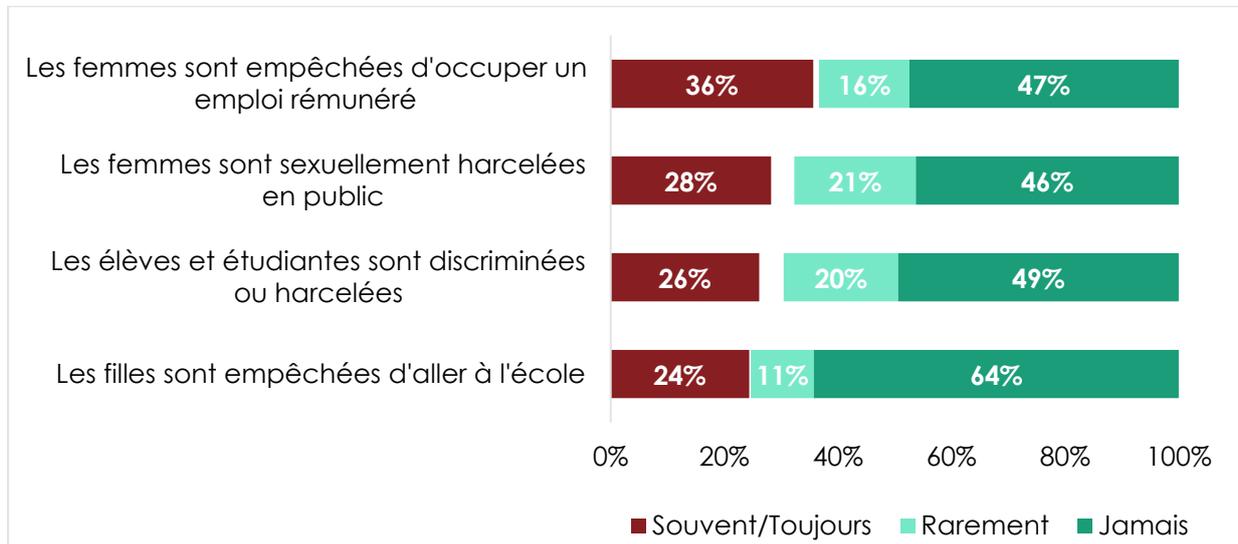
Figures

Figure 1 : Probabilité de croire aux femmes et filles qui se plaignent de discrimination ou de harcèlement | Mali | 2024



Question posée aux répondants : Dans votre communauté, quelle est la probabilité que les gens croient aux femmes ou aux filles qui se plaignent d'être victimes de discrimination ou de harcèlement à l'école, sur leur lieu de travail ou d'autres espaces publics ?

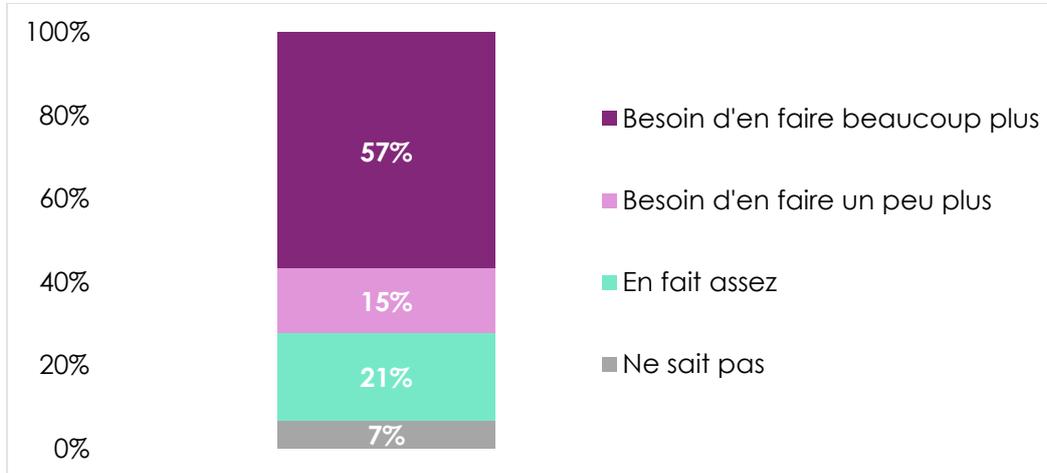
Figure 2 : Harcèlement et discrimination contre les filles et les femmes | Mali | 2024



Questions posées aux répondants : Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté :

- Les filles sont empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donne la priorité à l'éducation des garçons ?
- Les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants ?
- Les femmes sont harcelées sexuellement dans des lieux publics tels que les marchés, les rues ou les transports publics ?
- Les femmes sont empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi ?

Figure 3 : La police et les tribunaux protègent-ils assez les femmes et filles contre les discriminations et le harcèlement ? | Mali | 2024



Question posée aux répondants : Pensez-vous que la police et les tribunaux de ce pays en font assez pour protéger les femmes et les filles contre la discrimination et le harcèlement à l'école, sur le lieu de travail et dans les espaces publics, ou qu'ils doivent en faire plus ?

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT)
Moussa Coulibaly
Téléphone : +223 66 83 78 44
Email : bamoussa@greatmali.net

Veuillez consulter :
www.greatmali.net
www.afrobarometer.org.

Suivez nos résultats à #VoicesAfrica.

